

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan

N° 99 du 03.12.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Guerres de l'Otan

Marc BASTIAN : Cadavres et dévastation dans la ville fantôme de Syrte.

Pierre JC Allard : 100 jours après... la Libye des méfaits .

La vérité se fait jour ! : QUE DE MENSONGES !!!:

L'Ambassadeur de France Christian Graeff : « Quand l'OTAN a-t-elle déjà tué un chef d'État ? »

Alexandre Loukachenko : Le président biélorusse compare l'Otan aux nazis.

Libye : Des doutes sur les preuves et la légitimité de l'intervention jusqu'au média-mensonge organisé

Nous exigeons de lire les vraies raisons de l'intervention de l'OTAN.

Domenico Losurdo : La conclusion barbare d'une guerre colonialiste barbare : Kadhafi assassiné.

Otan - Paroles & action ...

Déclaration du secrétaire général de l'OTAN : sur la fin de la mission en Libye.

Dans les coulisses de la Russie

Radar de l'Otan en Turquie: une grave menace pour la Russie (experts)

Extension des guerres ?

Les manœuvres militaires de l'Otan dans les eaux turques.

1 - L'Otan dans le monde.

2 - L'Otan & la diplomatie...

Tiré à part :

Après des semaines de bombardements quotidiens de l'Otan...

Marc BASTIAN : Cadavres et dévastation dans la ville fantôme de Syrte.

Ca, c'est ma maison, ça, mon magasin. Tout est détruit". Omar Beifala, 25 ans, tente de nettoyer ce qui n'est plus que ruines, à l'image de Syrte, ville fantôme parsemée de cadavres où l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi s'est caché jusqu'à sa mort jeudi.

Après des semaines de bombardements quotidiens de l'Otan et de violents combats, des convois de pick-up de combat et de semi-remorques transportant matériel, chars et véhicules détruits quittent la ville.

[...]A plus de 10 km du centre-ville, des infirmiers s'activent autour d'environ 175 cadavres recouverts de bâches de plastique blanc, qui doivent être bientôt enterrés: les derniers soldats de Kadhafi, abattus alors qu'ils fuyaient leur convoi d'une vingtaine de 4X4 visé par une frappe aérienne de l'Otan.

Au moins 25 autres morts, carbonisés, gisent non loin, au sol ou agglomérés à leurs véhicules.

[.] Plus près du centre, l'hôtel Al-Mahari, criblé d'impacts, offre un spectacle tout aussi dantesque: plus de 60 corps pourrissent sur la pelouse, certains ligotés, souvent la tête trouée d'une balle.

[...]"On en a déjà évacué tellement, je ne sais pas combien... Des centaines, des milliers...", dit Sadouq Al-Banani, "nettoyeur" de l'ONG libyenne Tabiya, masque hygiénique sur le visage.

Plus on s'approche du centre, plus la dévastation est grande. Pas un bâtiment épargné par les tirs, la chaussée est jonchée de douilles. Aucune vitre n'est intacte. Tous les magasins sont fermés, et il n'y pas de trace des dizaines de milliers d'habitants de la ville.

De temps à autre, une odeur de cadavre en putréfaction empuantit l'atmosphère. De la fumée s'élève par endroits. [...]

23 oct. 2011

Marc BASTIAN (AFP)

Pierre JC Allard : 100 jours après... la Libye des méfaits .

En juillet dernier, je publiais ici un article – « La Libye des faits » – où je décrivais la réalité de la Libye sous Mouammar Khadhafi.

Pas de spéculations oiseuses ni préjugés, juste des faits.

Amplement suffisant pour montrer le caractère odieux de l'intervention de l'OTAN.

Cet article a été reproduit 29 fois et a reçu des milliers de visites.

Cent (100) jours plus tard, ce n'est plus, hélas, sur les faits d'une Libye prospère qu'il faut mettre l'accent, mais sur les méfaits de l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN). L'OTAN a dévasté ce pays heureux et tranquille qu'était la Libye, avec la complaisance que peuvent mettre à détruire ceux qui ont prévu de se faire payer par leur victime pour réparer le mal qu'ils lui auront fait.

J'ai l'âge de me souvenir des horreurs d'Hiroshima, de Dresden, du Vietnam et de l'Algérie. Je me rappelle, comme vous, de celles plus récentes du Rwanda et du Darfour. Aucune de ces horreurs, toutefois, ne m'a plus indigné que cette hécatombe en Libye commise au nom de l'Occident. Je vais vous dire pourquoi, mais avant je vous invite à ouvrir les cinq (5) liens ci-dessous.

En premier lieu, voyez d'abord La description froide et clinique du mal que nous avons fait. Un compte rendu juste un peu biaisé, parce que c'est nous, Occidentaux, qui l'avons écrit, mais qui donne bien le ton.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention_militaire_de_2011_en_Libye

Pour corriger ce biais, qui pourrait donner bonne conscience aux plus obtus, voyez maintenant le même scénario, mais en ajoutant l'émotion. Voyez le témoignage accablant d'une Occidentale qui a vécu le massacre sur place. Un peu d'émotion ; c'est le moment de sa prise de conscience.

http://www.dailymotion.com/video/xluzhc_libye-temoignage-de-lizzy-phelan-journaliste-britannique-independante_news

Dur, ce témoignage, mais si ce mal était pour une bonne cause ? Pour quoi ce massacre ? Pour protéger le peuple libyen opprimé ? Voilà ce que les médias nous disent ad nauseam, mais qui ne tient pas la route. Revoyez d'abord la liste des avantages dont bénéficiaient les Libyens. Sont-ce les conditions de vie d'un peuple opprimé ?

<http://nouvellesociete.wordpress.com/2011/07/24/la-libye-des-faits/>

Malgré tout, il peut rester un doute. Ces avantages qu'on a vus ne sont que « matériels ». Qui sait si les Libyens, épris de liberté, ne souffraient pas en silence mille morts en n'ayant que cette richesse ? Qui sait si une sourde colère ne bouillonnait pas en eux ?

NON. Voyez cette vidéo de la foule soutenant Kadhafi à Tripoli le 1er juillet – (1 700 000 personnes ont dit les médias indépendants) ... Paraissent-ils en colère ? Et ces gens, on leur a distribué des armes ! Devrions-nous croire à ce cas, bien unique dans l'histoire, où un gouvernement que son peuple aurait voulu chasser aurait réagi en le rassemblant et en lui donnant des armes... après quoi ce peuple aurait commencé à sourire ?

<http://blogs.mediapart.fr/blog/kafur-altundag/020711/1er-juillet-2011-manifestation-monstre-tripoli>

Des blogueurs disciples de BHL, ou devenus ineptes pour d'autres raisons, parlent de ci de là d'une police secrète implacable qui aurait ramassé ce million de gens aux visages souriants ? Combien de gens un flic peut-il faire sourire ?

Mais écoutons à Paris ce jeune libyen occidentalisé, revenant de Libye et interviewé sur la rue. Semble-t-il effrayé ? Tient-il le langage ampoulé et excessif de ceux à qui on a fait la leçon ? Ne serait-ce pas plutôt qu'il dit la vérité, simplement, sans contrainte ?

ECOUTEZ-LE

<http://www.youtube.com/watch?v=q6FMM2cS4YA>

Il y a aussi ceux qui disent que c'est bien triste, mais que c'est la guerre... On a fait la guerre pour des esclaves, du sucre, de l'opium... Pourquoi pas pour quelques unes pour le pétrole ? Pourquoi cette guerre serait-elle différente ? D'abord, parce que ce ne devait pas être une guerre, mais une simple protection des civils. Ensuite, voyez le lien ci-dessous. Lyncher un prisonnier blessé, peut-on encore dire que c'est la guerre... ? Auschwitz et les noyades de Nantes, alors, c'était la guerre ?

http://www.youtube.com/watch?v=_8tPjqMtiu0&feature=player_embedded&skipcontrinter=1

Il y a des milliers de photos comme ça sur Google. Promenez vous un peu. Faites votre propre opinion à la lumière de ces photos, vous souvenant que celles qui critiquent Kadhafi sont l'œuvre de professionnels et que celles qui le défendent ont été prises par des amateurs.

Comparez les photos de Syrte en ruines avec celles des matamores costumés qui tiraient du fusil en l'air il y a 6 mois à Benghazi ... Ne trouvez-vous pas, comme moi, qu'il y a un hiatus énorme entre ceux qu'on a voulu surtout nous montrer et ceux maintenant qu'on ne nous montre surtout pas ?

Ces guignols figurants, qu'on a filmés pour la BBC en mars, sont-il bien ceux qu'on a envoyés à Syrte tuer tout ce qui bougeait pour terroriser le pays maintenant asservi ? Ou l'Otan a-t-elle, au moment de vérité, importé des mercenaires vétérans de Kandahar ou d'ailleurs pour faire le travail... et tuer Kadhafi ? Je crois qu'on nous ment beaucoup.

Pourquoi moi, qui ai vécu une époque où horreur a été si présente, suis-je si touché par celle-ci ? Pour deux (2) raisons qui en font un cas exceptionnel d'inhumanité

D'abord, la mesquinerie du prétexte. Aucun motif crédible en cette affaire ne ressemble à un principe. Nous avons seulement la totale ignominie de l'âpreté au gain à laquelle se greffe l'indifférence du psychopathe à tout ce qui n'est pas SA souffrance.

On a ici le vol des ressources et de l'argent d'un pays souverain et rien de plus. On a fait ce massacre pour prendre 33 milliards de dollars. C'est le vol de banque le plus meurtrier de l'histoire. L'Otan a été le bras armé d'une association de malfaiteurs.

Ensuite, on a l'insupportable lâcheté de cette opération. C'est celle du chasseur qui n'affronte pas son gibier, mais l'abat de loin ou de haut, bien à l'abri d'une haute branche ou d'une bien-nommée meurtrière. L'Otan a-t-elle perdu un seul homme ? Il semble que nous n'avons perdu que notre âme... On est ici dans l'ultime manifestation de immoralité de celui ne croit ni en Dieu ni en l'Homme.

Un de ces dimanches de corrida où c'est le toro qui est un frère.

Cette action en Libye ne mérite aucun respect et ceux qui en ont décidé sont des scélérats. En 1991, René Dumont écrivait déjà, parlant de la première guerre en Irak : « Cette guerre nous déshonore ».

Nous sommes désormais COMPLÈTEMENT déshonorés. Notre civilisation moribonde a choisi de mourir dans la honte. J'ai honte de ce que nous Occidentaux nous faisons. Hier en Irak, aujourd'hui en Libye...

L'agression contre la Libye a été un crime de guerre dont les responsables devraient être jugés et condamnés selon les principes de Nuremberg. Nous en avons tous été peu ou prou coupables par notre inconscience, en ne protestant pas assez. Nous sommes à en devenir complices après le fait, en ne prenant pas les mesures pour que les criminels soient inculpés.

Nous sommes ces Nazis qui ont joyeusement crié Sieg Heil ! pendant que les panzers, en Ukraine, brûlaient les fermes des « sous-hommes ». Nous sommes devenus ces Juifs qui appelaient le sang de l'innocent sur eux et sur leurs enfants...

Il faudrait demander pardon et tenter de réparer. Sans quoi, il se pourrait que cette bravade ne soit pas oubliée. C'est une tunique de Nessus trempée du sang d'Irakiens, d'Afghans de Libyens et de tant d'autres que nous allons léguer et faire endosser à nos enfants... Et s'ils ne sont pas pardonnés, ils en mourront.

Pierre JC Allard

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/100-jours-apres-la-libye-des-103330>

La vérité se fait jour ! : QUE DE MENSONGES !!!:

Si des personnes ont pu être dupes de la pseudo-révolution libyenne soutenue par les « révolutionnaires » bien connus que sont Nicolas Sarkozy, Bernard Henri Lévy, Obama ou David Cameron, voilà qui pourrait leur ouvrir les yeux à tous ceux qui croient encore à cette mission "humanitaire" mise sur pied pour le plus grand bien du peuple Libyen.

Selon l'agence Zengtena, l'OTAN vient de demander aux rebelles qui ont vendu leurs pays de payer la facture de la guerre. La facture se lève à 480 milliards de dollars.

Cerise sur le gâteau , Selon NessBook, une source a déclaré que l'Otan va créer une base militaire en Libye avec un effectif de 20.000 soldats. Des responsables américains ont exprimé leur approbation de mettre jusqu'à 12 000 militaires américains dans cette base.

Selon les mêmes sources, les membres du CNT ont demandé à l'Otan d'installer la base militaire pour affronter le danger des loyalistes du guide Kadhafi.

On apprend que des centaines de soldats du Qatar combattaient aux côtés des rebelles. En effet, pour la première fois, le Qatar admet avoir participé aux opérations sur le terrain aux côtés des rebelles libyens. Un CNT qui, trois jours après avoir proclamé la libération totale du pays, demande à l'Otan de prolonger sa mission jusqu'à la fin de l'année.

Ainsi, on apprend même que le président Omar el-Béchir du Soudan a fourni quantité d'armes aux prétendus « rebelles ». . Ces armes n'ont bien sûr pu être acheminées qu'avec l'accord au moins tacite de l'OTAN <http://www.legrandsoir.info/le-qata...>

Par ailleurs, l'OTAN a effectué des milliers de bombardements (des milliers de tonnes de bombes de toutes nature ont été utilisées, notamment au phosphore blanc ou à l'uranium appauvri pour détruire les sites profondément enterrés) sur la population civile et sur les soldats libyens. Ces bombardements ont eu pour but de détruire à grande échelle le pays : écoles, hôpitaux, usines, infrastructures diverses...(pour mieux reconstruire après).

Tout ceci avec l'aide des sections spéciales Française, Britannique et USA qui ont été déposées sur le sol libyen pour repérer les sites et pour diriger les bombardements, mais aussi pour encadrer les rebelles et faire la chasse au Kadhafi. Ceci en toute illégalité par rapport à la résolution de l'ONU.

Comment ne pas remporter une victoire avec des appuis aussi considérables !!!!

Ce n'est pas une libération par le peuple, mais une conquête par des armées étrangères.

En conséquence, la Libye est tombée dans la nuit. Cette guerre qui a fait entre 20.000 et 70.000 morts et des milliers de blessés. : des bébés, enfants, femmes, vieillards, ... assassinés par des bombes de l'OTAN.

Toutes les infrastructures de la Libye sont détruites : des écoles, universités, hôpitaux, mosquées, routes,

Comment a-t-on pu en arriver là ?

1 - Comme l'Irak, la guerre en Libye a été faite sur la base d'énormes mensonges.

En effet, le secrétaire général de la Dr Sliman Bouchuiguir avoue n'avoir AUCUNE PREUVE sur les 6000 morts, 12000 blessés et les 700 viols attribués à Kadhafi qui ont été à l'origine de l'intervention de l'OTAN.

Pourtant ce personnage s'est rendu au conseil des droits de l'homme des Nations Unies afin d'y exposer les allégations concernant les crimes du gouvernement de Mouamar Kadhafi..

Or ces accusations ont été reprises par le Conseil de Sécurité de l'ONU . Elles sont non seulement invérifiables mais sujettes à caution car il existe un lien intime entre la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme et le CNT.

Ce dernier en tirera profit pour s'emparer du pouvoir grâce à l'intervention massive de l'OTAN (plusieurs milliers de bombardements et des sections spéciales sur le sol Libyen pour encadrer les rebelles et repérer les cibles).

En résumé, C'est sur des allégations sans preuve que le Conseil de Sécurité de l'ONU a déclaré la guerre au peuple Libyens. Réduisant ce pays avancé économiquement et socialement à l'état de servitude du capitalisme étatsunien.

La preuve de tout ceci est le film de Julien TEIL , de 19 minutes , LA GUERRE HUMANITAIRE EN LIBYE : IL N'Y A PAS DE PREUVE ! : <http://www.laguerrehumanitaire.fr/>

Après le feu vert de l'ONU, le 17 mars, l'OTAN entamait son massacre massif des soldats libyens afin d'installer son régime.

La vérité est que cette guerre était préparée depuis longtemps. En effet, les chefs du CNT avaient préparé la conquête de l'OTAN depuis 2007.

<http://www.michelcollon.info/Les-chefs-du-CNT-avaient-prepare.html>

2 –L'enfer de la Libye de Kadhafi : un niveau social qui gênait l'occident

Que de silence des médias occidentaux à propos du niveau social de la Libye de Kadhafi. La lecture de l'article intitulé "Quelques vérités sur la Libye" rédigé par Helen Shelestiuk et publié dans le n°165 du mois de mai 2011 de la revue B.I (ex-Balkans Infos) aurait très probablement éclairé leur lanterne.

Que dit Helen Shelestiuk : "Lorsqu'on a demandé à l'ex-ambassadeur russe en Libye, Vladimir Chamov, si Kadhafi opprimait ses concitoyens, il a répondu : "Quelle oppression ? Les Libyens bénéficiaient d'un crédit de 20 ans sans intérêts pour construire leurs maisons, un litre d'essence coûte environ 14 cents, la nourriture est gratuite, et on peut acheter une jeep KIA sud-coréenne neuve pour 7500 dollars".

Et Helen Shelestiuk de poursuivre : "Quels sont les autres faits et chiffres que nous connaissons de la Libye et de son leader ?

Le PIB est de 14192 dollars. Chaque membre d'une famille reçoit une subvention de 1000 dollars par an. Les chômeurs sont payés 730 euros par mois. Le salaire d'une infirmière d'hôpital est de 1000 dollars. Pour chaque nouveau-né, on reçoit 7000 dollars. Les nouveaux mariés reçoivent 64000 dollars pour acheter un appartement. Pour créer une affaire privée, on bénéficie d'une aide financière de 20000 dollars. Les taxes et impôts lourds sont interdits.

L'éducation et la médecine sont gratuites. L'éducation et la formation médicale à l'étranger sont payés par le gouvernement. Il y a des supermarchés pour les familles nombreuses avec des prix symboliques pour l'alimentation de base. La vente des produits au-delà de leur date de consommation est punie de

fortes amendes, parfois même de prison. Beaucoup de pharmacies offrent des fournitures gratuites. Diffuser de faux médicaments est un crime majeur. La population ne paie pas l'électricité. La vente et la consommation d'alcool sont interdites, la "prohibition" est une loi. Les prêts d'achats d'une voiture ou d'un appartement sont accordés sans intérêts. Les affaires immobilières sont interdites. Si quelqu'un veut acheter une voiture, jusqu'à 50% du prix est réglé par l'État, 65% pour les miliciens de la garde. L'essence est moins chère que l'eau. Un litre coûte 0,14 dollar. Les bénéfices de la vente du pétrole sont consacrés au bien-être de la population et à l'amélioration des conditions de vie. Beaucoup d'argent a été dépensé pour irriguer le pays avec l'eau des aquifères souterrains. Par son échelle, le système a été appelé "la huitième merveille du monde". Il fournit cinq millions de mètres-cube par jour à travers le désert et a considérablement augmenté le territoire irrigué. 4000 Kms de pipelines sont profondément enterrés pour les protéger de la chaleur.

Tout ce qui a été nécessaire au projet a été accompli par la seule Libye."

<http://realinfos.wordpress.com/2011/08/26/kadhafi-un-tyran-ajout-dune-video/>

3- Les raisons de la guerre de Libye

Kadhafi a été ciblé par Washington, Paris et Londres non pas pour "libérer" un peuple du joug d'un dictateur....(qui pour les rares qui connaissent vraiment la Libye et la société libyenne, n'était pas aussi tortionnaire avec son peuple qu'on a pu le dire dans les médias à la botte de la bien pensance...) mais simplement parce qu'il devenait gênant et que son pays était riche avec un niveau social très avancé qui pouvait servir d'exemple.

En effet, Kadhafi avait refusé l'Union pour la méditerranée voyant en cela un projet de scission entre l'Afrique du nord et l'Afrique noir. Kadhafi avait créé une banque centrale africaine à l'image de la BCE et la BC des USA, pour que l'argent des africains ...restent en Afrique...il projetait ainsi d'abolir le franc CFA (très mauvais pour la France)...il était aussi en train de créer une Union Africaine avec les principaux pays pour contrer l'hégémonie en Afrique des occidentaux... bref... il était un obstacle pour des pays en mal de nouvelles ressources et de nouveaux marchés....

et maintenant à qui le tour ???? l'Algérie qui à 150 000 000 000 € de réserves bancaires et des réserves de pétroles et de gaz considérables ???? la Syrie qui est un obstacle pour attaquer l'Iran ????

4- Les effets immédiats de son aboutissement

Après la victoire de l'OTAN, la législation de la Libye serait fondée sur la Charia (loi islamique).

En effet, "En tant que pays islamique nous avons adopté la charia (loi islamique) comme loi essentielle et toute loi qui violerait la charia est légalement nulle et non avenue", a indiqué le président du Conseil national de transition (CNT) Moustapha Abdeljalil I au cours de la une cérémonie de proclamation de la "libération" du pays. "Par exemple, la loi sur le divorce et le mariage (...) cette loi est contraire à la charia et elle n'est plus en vigueur", a indiqué M. Abdeljalil.

CONCLUSION

Il y a tant de raisons de se révolter contre cette guerre de Libye, cette intervention colonialiste abjecte, ces résolutions de l'Onu, cette destruction du pays avec des bombardements dignes du Vietnam, cette ville de Syrte (75000 habitants) transformée en champs de ruines, l'assassinat de Kadhafi et de 50 de ses partisans (exécution sommaires). Tout ces drames humains pour le peuple libyen pour aboutir à la charia (loi islamique). Les destructions des écoles, des hôpitaux, des maisons des usines, ...n'ont pas suffi il faut mettre sous le boisseau, sous une chape de plomb le peuple libyen pour mieux le dépouiller de son pétrole qui était nationalisé et de ses réserves bancaires très importantes.

Le vice président US Joe Biden s'est chargé d'apporter un éclairage sur cette guerre : « Dans cette affaire, l'Amérique a dépensé 2 milliards de dollars et n'a pas perdu une seule vie. C'est plus de cette manière que nous traiterons les affaires du monde à l'avenir. » Le monde est prévenu, c'est ainsi que l'empire va s'occuper de lui à partir de maintenant.

La tragédie Libyenne a été possible grâce aux mensonges, à la diabolisation de Kadhafi et à la grande entreprise de manipulation des masses.

En France (comme partout en Europe) la gauche a bonne mine, elle s'est tue, beaucoup de ses sympathisants ont approuvé cette agression.

Mais où est l'humanisme ??? leur laïcité est sans doute toute retournée !!!!!.

Cette gauche Française incapable d'affronter le pouvoir en France, mais qui sur la scène internationale se met à la remorque des fascistes de l'OTAN dont l'objectif est de faire main basse sur les richesses et d'asservir les peuples (futurs esclaves modernes) en utilisant la plus grande démagogie (prétexte humanitaire).

La gauche s'est discréditée en soutenant les « rebelles », elle sombre désormais dans le ridicule !

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/alors-que-la-nuit-est-tombée-sur-103284>

L'Ambassadeur de France Christian Graeff : « Quand l'OTAN a-t-elle déjà tué un chef d'État ? »

Dans le flot des commentaires consensuels évoquant la mort d'un « tyran sanguinaire », une voix libre, soudain, tranche : celle de l'ancien ambassadeur de France Christian Graeff (à Tripoli de 1982 à 1985) interrogé au journal de la radio publique France culture. (*)

France culture : Après une guerre de huit mois, comment qualifiez-vous le rôle des Occidentaux dans la chute du régime Kadhafi ?

Christian Graeff : Mon interrogation ce soir est courte. Quand l'OTAN a-t-elle déjà tué un chef d'État ?

Voilà. C'est ma question. Je fouille dans ma mémoire. Je ne trouve pas la réponse. Pour moi, il y a un assassinat politique. Il y a des responsabilités internationales en cause. L'épilogue sera long. Moi, je ne le verrai pas je suis un vieil homme. Mais pour ce dont je puis juger, je suis sûr qu'il y a là matière à œuvre de justice.

Parce qu'on a entendu tellement de mensonges. Il y a eu tellement de sophistication dans la médiatisation de la guerre emmenée par l'OTAN en Libye au-delà, bien au-delà - oh combien au-delà - de la résolution 1973 des Nations unies, que les questions sortiront. Personne au monde n'est en état de les étouffer, ni en Europe ni aux États-Unis, encore moins en Israël.

France culture : Vous pensez que les États-Unis, la Grande Bretagne et la France ont envoyé des hommes au sol par exemple ?

Christian Graeff : Ecoutez, sur les détails techniques on en sait beaucoup ; on en sait plus ou moins selon les sources que l'on a. Les miennes de sources, les sources que j'ai, m'autorisent à dire que les interventions armées de l'Alliance, de l'OTAN, ont été considérables. Et les simulacres, n'est-ce pas, la couverture que l'on a cherché misérablement avec le Qatar et d'autres Émirats ou monarchies traditionnelles arabes sont dérisoires. C'est une rigolade.

Vous avez peut-être eu connaissance de l'ouvrage qui vient de sortir il y a quelques jours, de Dumas et Vergès, où ils accusent : « Sarkozy sous BHL » [1]. Voilà. Il y a là, de façon très polémique j'en conviens, mais autant politique que juridique ... tout un argumentaire dont la CPI, peut être un jour, aura à connaître...

France culture : Dans le droit fil de ce que vous venez de dire, quelles sont ces questions, incontournables à vos yeux, qu'il va falloir se poser s'agissant du mandat de l'ONU que vous décrivez comme ayant été outrepassé ?

Christian Graeff : Le mandat ...c'est très clair. Tout le monde le sait... on a fait une pirouette, on a cru tromper son monde et puis ... on ne dupe pas en démocratie les esprits libres. Les esprits serfs c'est autre chose. Les médias sont au centre du débat. Dans ce débat national, dans ce débat culturel, civilisationnel, qui trompe qui ?

[1] Voir : <http://livre.fnac.com/a3699392/Roland-Dumas-Sarkozy-sous-BHL>

Christian Graeff

Alexandre Loukachenko : Le président biélorusse compare l'Otan aux nazis.

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko a accusé vendredi l'Otan de la mort du leader libyen déchu Mouammar Kadhafi, comparant les actions de l'Alliance à celles des nazis pendant la Seconde guerre mondiale.

"Les unités spéciales de l'Otan ont capturé le dirigeant du pays. On l'a maltraité, tiré sur lui alors qu'il était déjà blessé, lui a tordu les bras et la tête et l'a torturé, faisant pire que les nazis", a indiqué le chef de l'Etat biélorusse devant les journalistes sur le polygone biélorusse de Grodno.

"L'Otan a violé le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU en Libye. Elle a commis des violences, Kadhafi et autres dirigeants du pays ont été tués", a ajouté le président Loukachenko.

Selon lui, la situation en Libye sera pire qu'en Egypte et en Tunisie, "parce que la Libye possède des ressources naturelles colossales".

Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et l'Italie souhaitent privatiser les richesses libyennes plus que les autres pays. Mais les pays occidentaux risquent de perdre le contrôle de la situation en Libye, à son avis.

L'insurrection armée en Libye a duré près de neuf mois. Les affrontements entre les troupes du régime Kadhafi et les rebelles soutenus par l'Otan ont fait des milliers de morts et ont causé un préjudice grave à l'économie de ce pays producteur de pétrole. Mouammar Kadhafi, qui a gouverné la Libye pendant 42 ans, a été tué le 20 octobre dernier aux environs de sa ville natale de Syrte.

<http://fr.rian.ru/world/20111105/191835179.html>

Libye : Des doutes sur les preuves et la légitimité de l'intervention jusqu'au média-mensonge organisé

Nous exigeons de lire les vraies raisons de l'intervention de l'OTAN.

De nombreux journalistes indépendants (1, 2, 3, 10, 14) nous alertent sur le fait que l'intervention en Libye n'a rien à voir avec le printemps arabe, avec l'idée d'y défendre les droits de l'homme. L'intervention de l'OTAN nous a été soumise au nom de la défense d'une contestation du régime de Kadhafi qui a été en partie orchestré par l'OTAN.

En effet, les rebelles comme les appels les médias sont des hommes armés par les pays occidentaux, parfois étranger et qu'on a poussé sur le devant de la scène pour donner l'illusion d'un soulèvement. (6, 7).

Ces rebelles que l'OTAN va armer et utiliser ont commis des crimes de guerre. (8) et parfois ce sont directement les bombes de l'OTAN qui ont tués des civils. (9)

La contestation à commencé à Benghazi, et rapidement, les opposants politiques de Kadhafi se sont auto proclamé Conseil National de Transition. Le 15 février les manifestations commencent et le 16 février le régime Libyen aurait massacré les contestataires, ce qui pour l'instant n'a toujours pas été prouvé. (pas d'images, des affirmation émanant du CNT). L'ambassadeur de France en Libye, M. François Gouyette, lors de son audition à l'assemblée nationale le 8 mars 2011 dit : » Nous avons certes vécu, entre le 16 et le 26 février, jour de notre départ, une dizaine de jours de fortes tensions et d'affrontements – non pas tant à Tripoli que dans les autres régions –, mais leur relation a fait l'objet d'exagérations, voire de désinformation. Ainsi, l'information, reprise par les médias occidentaux, selon laquelle l'aviation aurait bombardé Tripoli est parfaitement inexacte : aucune bombe n'est tombée sur la capitale, même si des affrontements sanglants ont eu lieu dans certains quartiers. » (15)

Par la suite la Ligue des droits de l'Homme Lybienne à rapporté à l'ONU que Kadhafi aurait tué 6000 personnes, qu'il a fait 12000 blessés, des centaines de disparus et des viols. Or, la Ligue des droits de l'homme Libyenne n'a aucune preuve, elle à fait une évaluation de la chose d'après ce que lui aurait dit le Conseil National Provisoire d'opposition. C'est donc l'opposition au régime Libyen qui a accusé Kadhafi en s'appuyant sur la crédibilité de la ligue Libyenne des droits de l'Homme. (2) Deux mois après l'intervention de l'OTAN en se basant sur des informations de la Ligue Lybienne des Droit de l'Homme et du CNT, la cour pénale internationale est incapable de justifier ces crimes. Elle parle, je cite de « motifs raisonnable de croire » que Kadhafi aurait mené une attaque, tuant, blessant, arrêtant et emprisonnant des centaines de personnes. (4) De plus aucun témoignage, aucune preuve n'a été rendu publique, et le rapport du mandat d'arrêt international nous renvois vers des communiqués de presse émanant entre autre de la CIA, du CNT, de CNN, de la Ligue Libyenne des droits de l'homme etc... bref de l'opposition. (4) On trouve aussi des vidéos émanant de BFM TV. D'ailleurs la vidéo en question que vous pouvez voir n'est en rien une preuve de crime contre l'humanité.

Toute les images que nous avons pu voir sur nos télévisions et que vous retrouvez sur internet ne montrent pas ce qui est décrit. Or, avec les moyens de communication actuel, (téléphone, internet) il est étonnant d'avoir si peu d'image. Sur certaines vidéo on nous parle d'hélicoptère, d'avions qui bombardent les civils dans Benghazi, mais nous n'avons pas les images de ces hélicoptères. On ne trouve aucune vidéo des faits décrivant ce qui est dit. De plus sur le JT de TF1 avec Claire Chazal, le commentaire dit : « les vidéos nous parviennent au compte goutte sans qu'il soit possible de les authentifier » Ou encore : « cette vidéo aurait été tournée », ou encore » une ONG parle de 173 morts » sans cité l'ONG en question... bravo le journalisme sur TF1. De plus on entend un témoignage d'une dame qui dit » ils sont en train de tuer les gens qui enterrent leur proches, d'ou je suis on entend des tirs et on voit de la fumée ». Ce témoignage fait repose sur la vision de fumée et de bruit de tir, le témoin ne voit pas directement ce qu'il se passe. C'est une négligence de plus de la part de Claire Chazal.

Une planification de guerre prévue de longue date :

On ne nous a jamais parlé des enjeux géo économique et politique de la Libye. Certains journalistes (5) vont jusqu'à affirmer que les Etats Unis avait planifier cette guerre mais étaient incapable de lancer cette

guerre eux mêmes pour des raisons diverses (électorale, calendrier...), ils auraient délégué à leur vassaux, la France et l'Angleterre la charge de cette opération qui était planifiée de longue date, mais ou un prétexte manquait. De cela nous n'avons pas encore assez de preuve, hors mi le témoignage d'une planification de longue date de la guerre en Libye. (voir lien précédent)

La France et l'Angleterre ne sont pas intervenu pour protéger les civils. Mais c'est pourtant comme cela que Mr Sarkozy, Mr Juppé, Mr Henry Levy nous ont vendu leur plan d'intervention. La France et l'Angleterre sont intervenus pour défendre des intérêts nationaux dont on ne nous parle pas dans les médias. La Libye possède du pétrole, Totale, BP, Exxon y sont implanté, et des grandes entreprises française ont des contrats (Les chantiers St Nazaire, Vinci). La Lybie se trouve en bord de mer, l'idéal pour acheminer les marchandises de la l'Afrique jusqu'a l'Europe. De plus Kadhafi a toujours été l'homme à abattre, et il fallait user d'un prétexte pour intervenir à la place du peuple. La Libye ne possède pas d'arme de destruction massive, elle n'est pas accusé d'être impliqué dans les attentat du 11 septembre, alors il ne reste que l'argument d'installer une démocratie avec des bombes (la démocratie n'existe pas pour le moment). Alors bien sur, il y a beaucoup de pays qui fonctionnent avec des régimes contestables, l'argument est donc insuffisant. Alors il fallait y ajouter la notion de crime de guerre dénoncé par la Ligue des Droit de l'Homme.

Mobile du crime et enjeux internationaux :

2 choses doivent nous interpellier sur cette guerre humanitaire :

La 1ère, c'est que dès le mois de mars le CNT et les rebelles ont pris le temps de créer une banque centrale Libyenne en se basant sur la création monétaire par le crédit. (11, 12) « Un fait pratiquement pas mentionné par les politiques occidentaux et les experts des médias c'est que la Banque Centrale de Libye appartient 100 % à l'État... Actuellement, le gouvernement libyen crée sa propre monnaie, le Dinar libyen, via les établissements de sa propre banque centrale. On peut difficilement argumenter que la Libye n'est pas un état souverain avec ses propres ressources importantes, capable de gérer économiquement son avenir. L'un des problèmes majeurs pour les cartels bancaires mondialistes c'est que pour faire des affaires avec la Libye ils doivent passer par la Banque Centrale de Libye et sa monnaie nationale un endroit où ils n'ont absolument aucun pouvoir ou capacité de prendre le pouvoir. Donc, détruire la Banque Centrale de Libye n'apparaît probablement pas dans les discours d'Obama Cameron et Sarkozy, mais c'est certainement au sommet de l'agenda mondialiste d'absorber la Libye dans son giron de nations dociles. »

La 2ème c'est que la Libye avait le projet d'une monnaie commune en Afrique, le Dinar Or (13), et que cette monnaie serait bien sûr gagé sur l'or. Ce qui nécessiterait à tous les pays d'Europe ou les États Unis de payer avec de l'or leur achat et non avec des bouts de papier vert sans valeur réelle. En effet, depuis 1971 le dollars n'a plus d'équivalent en or, il est désormais convertible en pétrole, ce qui permet aux Etats Unis de s'appropriier toutes les réserves de pétroles mondiales. De plus la Libye possède d'importantes réserves d'or, qui leur donnerai un pouvoir économique important.

Conclusion : Méfions nous des BHL, Sarkozy, Juppé et compagnie qui nous vendent la guerre en Libye comme une guerre pour la sainte démocratie, pour tuer l'incarnation du mal, pour le bien des pauvres... L'histoire récente nous démontre que les guerre pour la démocratie ne sont que des prétextes. Exigeons que nos journalistes fassent leur boulot correctement au lieu de nous vendre du divertissements 23/24h. Interpellons nos cher politiciens pour s'exprime sur ces sujets.

PS : Je ne soutiens pas le régime Kadhafi, mais je ne soutiens pas non plus le média mensonge et le chantage humanitaire émotionnel pour nous faire accepter l'intervention de l'OTAN. Pour le moment, l'intervention est un échec, des millions de gens ont du fuire, des infrastructures sont détruites, des civiles sont morts en grand nombres. Notre action revient à remplacer la peste par le choléra.

Il se trouve que depuis les attentats du 11 septembre, l'invasion de l'Afghanistan, de l'Irak les preuves s'accumulent et nous démontre que les véritables enjeux sont économiques. La Libye n'échappe pas à cette règle.

Enfin, je vous invite à lire la presse africaine, et à ne pas se contenter de la presse occidentale partisane.<http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article4524>

Sources :

1 : <http://www.michelcollon.info/VIDEO-...>

2 : <http://www.laguerrehumanitaire.fr/>

3 : <http://www.voltairenet.org/Thierry-...>

4 : <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/PIDS...>

5 : <http://youtu.be/OraM6u6Jzrg>

6 : <http://mounadil.wordpress.com/2011/...>

7 : <http://www.jeuneafrique.com/Article...>

8 : <http://www.france24.com/fr/20110713...>

9 : <http://www.michelcollon.info/VIDEO-...>

10 : <http://olivierdemeulenaere.wordpress...>

11 : <http://www.marketoracle.co.uk/Artic...>

12 : <http://sos-crise.over-blog.com/arti...>

13 : <http://www.politique-actu.com/dossi...>

14 : <http://youtu.be/FPTMiMLhkd4> Interview Jacques verges sur france 24

15 : <http://www.voltairenet.org/Audition...>

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/libye-exigeons-les-vraies-raisons-103521>

Domenico Losurdo : La conclusion barbare d'une guerre colonialiste barbare : Kadhafi assassiné.

Il y a quelques jours Gianfranco Fini a exprimé ses regrets pour les hésitations initiales montrées en Italie à l'occasion du déclenchement de la guerre OTAN contre la Libye.

Il est clair que le Président de la Chambre (des députés, NdT) n'arrive pas à rompre avec son passé de champion du fascisme et du colonialisme. Voici ce que j'ai écrit dans mon livre « Il linguaggio dell'Impero »[1]:

« Celui qui prend une position nette contre la politique d'Israël est facilement suspecté d'antisémitisme ; mais pourquoi faire valoir à sens unique cette herméneutique du soupçon ? Prenons, pour ce qui concerne l'Italie, un homme politique de premier plan comme Gianfranco Fini. Sa manoeuvre de rapprochement de l' « Etat juif » a commencé il y a pas mal d'années quand il a jugé opportun de ne critiquer chez Mussolini que sa législation antisémite : « Jusqu'en 1938, c'est-à-dire une minute avant la signature des lois raciales [antisémites], je crois qu'il est très difficile de juger le fascisme de façon entièrement négative ». Et les lois raciales contre les « indigènes » (arabes et noirs) dans l'empire colonial fasciste ? Et les massacres en Ethiopie ? Et l'utilisation massive d'ypérite et de gaz asphyxiants, les camps de concentration ? Comme on peut voir, on ne critique du fascisme que l'antisémitisme, sans aucune prise de distance avec l'expansionnisme et le racisme colonial. On pourrait penser que les déclarations rapportées ci-dessus renvoient à une phase intermédiaire de l'évolution de Fini. Il n'en est rien. Le voici en 2004, déjà vice-premier ministre, se lancer dans une célébration acritique de la conquête et de l'occupation de la Libye, où « les Italiens ont aussi apporté, en même temps que les routes et le travail, ces valeurs, cette civilisation, ce droit qui représente un phare pour toute la culture, pas seulement la culture occidentale ».

[...]

En ce point il convient d'examiner comment un leader arabe (Kadhafi) a répondu à Fini : « Vous êtes maintenant devenu antifasciste, et voilà une chose juste. Je sais que vous avez aussi présenté vos excuses aux Juifs, pour ce que les fascistes italiens ont fait aux Juifs. Si vous faisiez aussi la même chose envers les Libyens, en présentant vos excuses aux Libyens, dans ce cas vous pourriez recevoir des éloges ».

On comprend bien qu'un nostalgique du colonialisme comme Gianfranco Fini ait été depuis le début parmi les plus ardents défenseurs de la guerre de l'OTAN. La supériorité morale de Kadhafi par rapport non seulement à Fini mais aussi aux bouchers de Washington et de Bruxelles est claire.

Fernent/M.T.P-S

Le Secrétariat Politique

Publié sur le blog de l'auteur jeudi 20 octobre 2011,

<http://domenicolosurdo.blogspot.com/>

Otan - Paroles & action ...

Déclaration du secrétaire général de l'OTAN : sur la fin de la mission en Libye.

Nous avons confirmé aujourd'hui la décision prise par le Conseil de l'Atlantique Nord il y a une semaine. Notre opération en Libye prendra fin le 31 octobre.

D'ici là, avec nos partenaires, nous continuerons à suivre l'évolution de la situation. Et nous continuerons de répondre, en cas de besoin, aux menaces pesant sur les populations civiles.

Nous avons pleinement rempli le mandat, historique, qui nous avait été donné par l'ONU de protéger le peuple libyen et de faire respecter la zone d'interdiction aérienne et l'embargo sur les armes. L'opération Unified Protector est l'une des plus grandes réussites de l'histoire de l'OTAN.

Nous avons lancé cette opération complexe dans des délais extraordinairement courts. Nous l'avons menée efficacement, avec souplesse et précision aux côtés d'un grand nombre de partenaires en provenance de la région et d'ailleurs. Et nous y mettons un terme d'une façon réfléchie et contrôlée – parce que notre mission militaire est à présent accomplie.

Je tiens à remercier nos commandants et les membres de nos forces armées de leur excellent travail, de leur extrême rigueur et de leur remarquable dévouement.

Nous avons travaillé ensemble pour le peuple libyen. De manière à ce qu'il puisse prendre son avenir en mains avec fermeté et en toute sécurité. Les Libyens ont maintenant libéré leur pays. Ils ont transformé la région. Cette victoire est la leur.

Il leur reste bien sûr beaucoup à faire – construire une nouvelle Libye, fondée sur la réconciliation, les droits de l'homme et l'état de droit. Une Libye démocratique pour tous les Libyens.

Le monde entier est à leur côté. Et l'OTAN est prête à aider les Libyens, s'ils en ont besoin et s'ils le demandent. Les aider à réformer les institutions de sécurité et de défense dont toute démocratie a besoin pour préserver sa liberté et sa sécurité.

Anders Fogh Rasmussen

Réseau Voltaire

28 octobre 2011

Source : « Déclaration du secrétaire général de l'OTAN sur la fin de la mission en Libye », par Anders Fogh Rasmussen, Réseau Voltaire, 28 octobre 2011,

www.voltairenet.org/a171795

<http://www.voltairenet.org/Declaration-du-secretaire-general>

Libye: les pilotes belges rentrent avec le sentiment du devoir accompli.

Nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Le ministre de la Défense Pieter De Crem a dressé avec satisfaction le bilan des interventions belges en Libye dans le cadre de la mission de l'Otan.

"Notre sentiment, c'est le sentiment du devoir accompli", témoigne un pilote belge. "La mission est faite, et bien faite. On est contents, on a fait le boulot."

Si la mission est une réussite, les moments délicats et difficiles ont été nombreux. "Non, ça n'a pas été une mission facile. On a dû employer de l'armement, on a dû faire ce pour quoi on a été entraîné. Mais c'est notre boulot et on l'a fait."

RTBF,

30 octobre 2011

http://www.rtf.be/info/monde/dossier/le-regime-de-mouammar-kadhafi-vacille/detail_libye-les-pilotes-belges-rentrent-avec-le-sentiment-du-devoir-accompli?id=7003853

Dans les coulisses de la Russie

Radars de l'Otan en Turquie: une grave menace pour la Russie (experts)

Le projet actuel de bouclier antimissile en Europe est plus dangereux pour la Russie que celui conçu par l'administration George W. Bush, estime un chercheur du Centre d'évaluations et d'analyses stratégiques de Moscou, Nikolaï Savkine.

"Le nouveau projet de bouclier antimissile intégrant un radar en Turquie serait plus dangereux [que le projet précédent], car il engloberait l'ensemble du continent européen", a-t-il déclaré à l'agence RIA Novosti.

Le porte-parole de la diplomatie turque, Selçuk Ünal, a annoncé vendredi l'intention de son pays d'accueillir un radar d'alerte précoce dans le cadre du bouclier antimissile qui sera mis en place par les Etats-Unis et l'Otan en Europe.

Selon M. Savkine, ce radar "couvrira entièrement le sud de la Russie, notamment les régions de la mer Noire et de la Caspienne et du Caucase qui abritent de nombreuses bases militaires russes".

"Elles seront désormais contrôlées par l'Otan", a-t-il conclu.

Le directeur de l'Institut d'analyse politique et militaire, Alexandre Khramtchikhine, estime pour sa part que la décision d'implanter un radar en Turquie a été influencée par les événements en Syrie et plus précisément par la volonté de l'Iran de soutenir Damas en cas d'intervention armée contre le régime de Bachar el-Assad.

"La Turquie est un pays idéal pour lancer des opérations militaires contre la Syrie, car de tous les membres de l'Alliance elle est actuellement la seule à être prête pour la guerre", a-t-il affirmé.

Selon Dmitri Danilov, de l'Institut d'études européennes, Washington et Bruxelles veulent relever l'importance d'Ankara en tant que partenaire des Etats-Unis et de l'Europe.

"Les événements du «printemps arabe» incitent l'Occident à mettre en place de nouveaux canaux de coopération avec Ankara. Le déploiement d'un radar d'alerte précoce ne tardera pas à renforcer les relations entre la Turquie et les Etats-Unis", a-t-il indiqué.

2 sept.

RIA Novosti

Bouclier antimissile: Lavrov : Washington ignore les intérêts russes.

Washington refuse de prendre en compte les intérêts de Moscou en ce qui concerne la création d'un bouclier antimissile commun, a déclaré samedi aux journalistes le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

"Il y a toujours des chances tant que le dossier n'est pas clos. Or, rien n'indique pour le moment que l'on est prêt à tenir compte de nos intérêts", a-t-il affirmé lors du sommet de la Communauté des Etats indépendants (CEI) à Douchanbé.

"On nous assure que le projet américain est parfait et qu'il n'a pas besoin d'être modifié, même s'il comporte des risques énormes pour nos forces stratégiques", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

[...]En outre, l'Otan refuse de garantir que son futur bouclier antimissile ne sera pas dirigé contre le potentiel stratégique russe et de signer avec Moscou un accord contraignant à cet effet.

3 septembre –

RIA Novosti

L'ambassadeur russe claque la porte d'un forum.

L'ambassadeur russe en Serbie, Alexandre Konouline, a quitté jeudi le Forum régional sur la sécurité qui se tient à Belgrade en raison du refus des participants d'examiner la situation actuelle au Kosovo.

"Le forum sur la sécurité n'accorde pas suffisamment d'attention au sujet le plus urgent. L'Otan et les membres de l'UE agiront contre vos intérêts nationaux et il me semble que cela ne vous préoccupe aucunement", a-t-il indiqué au correspondant de RIA Novosti.

"Je suis surpris. L'Otan, la Kfor et la mission Eulex envisagent de déployer des douaniers kosovars aux postes-frontières dans le nord du Kosovo, ce qui revient à violer leur mandat et la résolution 1244 (stipulant l'intégrité territoriale de la Serbie, ndlr). L'auditoire du forum n'a pas réagi. Y a-t-il des Serbes dans la salle? Le destin de vos compatriotes vous préoccupe-t-il?", s'est-il indigné.

Appuyé par la mission internationale, Pristina compte déployer vendredi des douaniers albanais sur deux postes de douane litigieux en territoire majoritairement serbe. Ne reconnaissant pas l'autorité de Pristina, les Serbes kosovars s'opposent catégoriquement à cette démarche.

Soutenues par les Etats-Unis et certains pays membres de l'UE, les autorités albanaises du Kosovo ont unilatéralement proclamé l'indépendance de cette province serbe le 17 février 2008. La Russie refuse de reconnaître l'indépendance du Kosovo proclamée à titre unilatéral et en violation des principes du droit international.

BELGRADE, 16 septembre –

RIA Novosti

Extension des guerres ?

Les manœuvres militaires de l'Otan dans les eaux turques.

Les pays membres de l'Otan ont débuté leurs manœuvres militaires aux larges de la Turquie. les allemands, les italiens et les espagnols participent à cet exercice. des navires de guerre de l'Otan ont quitté le port Nara vers la mer Egée. des opérations de déminage font également partie de ces exercices.

22/11/2011

Dans les coulisses

Réseau Voltaire : Missiles : Rasmussen « très déçu » par la réaction de Moscou

Le possible déploiement de missiles russes à proximité des pays membres de l'Otan en riposte à la mise en place des missiles états-uniens (système dit « bouclier antimissiles » pour faire croire qu'il s'agit d'un matériel défensif) en Europe est « très décevant », a déclaré mercredi le secrétaire général de l'Alliance atlantique Anders Fogh Rasmussen.

M. Rasmussen a toutefois salué « la volonté du président Medvedev de ne pas fermer la porte à la poursuite du dialogue avec l'Otan et les États-Unis », lit-on dans un communiqué rendu public mercredi soir par l'Alliance.

Le secrétaire général commentait la menace du président russe Dmitri Medvedev de déployer dans l'ouest et le sud de la Russie des systèmes offensifs modernes, qui —en cas de guerre— garantiraient la destruction des installations européennes du « bouclier antimissiles » si les États-Unis poursuivaient son déploiement.

Réseau Voltaire |

25 novembre 2011

<http://www.voltairenet.org/Missiles-Rasmussen-tres-decu-par>

1 - L'Otan dans le monde

a) OTAN en Afghanistan

Claire BILLET : Quand l'Otan aiguise la guerre des clans afghans.

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Le régime de Kaboul et l'Otan ont créé la ... Police locale afghane.

Cette milice d'autodéfense, supposée renforcer les forces de sécurité locales, est déjà critiquée. Exemple au nord de Kaboul.

Baghlan.

De notre correspondante

Une base militaire surplombe des champs jaunis par l'automne dans le village de Gawargan, à sept heures de route au nord de Kaboul. À l'abri de barbelés et de sacs de gravats, une quarantaine d'Afghans vivent dans des baraques flambant neuves. Ces hommes, portant pour seul uniforme l'habit traditionnel afghan, ont curieuse allure. Certains portent une veste militaire, d'autres des sandales en plastique, mais tous ont une kalachnikov.

« Les Américains, on s'en moque »

Ils font partie de la nouvelle Police locale afghane du district de Dand-e-Ghori : trois cents habitants armés, début 2011, par les forces spéciales américaines pour combattre les talibans. Entouré de ses hommes, le commandant Nawruz caresse sa barbe et explique d'une voix forte : « Il y a trois mois, nous avons été pris en embuscade, l'un de nous est mort. Mais nous avons réussi à repousser les talibans. »

Le commandant Nawruz est issu des Ahmadzaï, une tribu de Pachtounes, minoritaire dans cette province de Baghlan. Ce sont les ennemis jurés des Andarabis, une tribu tadjike qui, à la tête du gouvernement provincial, contrôle la police nationale.

La nuit tombe sur Joy-e-Naw, un village voisin, et les langues se délient : « Dès 2002, les Andarabis contrôlaient tout. Ils rançonnaient, volaient les récoltes, battaient les gens, explique Mohamed Jan, à la lumière d'une lampe à gaz. Si on se plaignait, on était accusé d'être Al-Qaida. Alors on n'a pas eu le choix, nous avons tous rejoint les talibans.

Les Américains, on s'en moquait, on voulait battre les Andarabis. »

Quand les forces de l'Otan, alarmées par l'augmentation des combats, ont décidé de proposer des armes aux habitants de Dand-e-Ghori, ceux-ci ont sauté sur l'occasion. Les talibans ont disparu, laissant place à une milice devenue police locale.

Les bureaux de leur chef, le mollah Alam, sont protégés par une dizaine d'hommes armés et nerveux. « Les Andarabis ont créé les talibans ; les gens n'avaient aucun espoir dans le gouvernement avec cette bande d'hommes cruels, lance-t-il avec un regard dur.

Aujourd'hui, les Andarabis ne peuvent plus venir chez nous. La sécurité est rétablie. »

Les talibans n'attaquent certes plus l'Otan, mais la police locale pachtoune et la police nationale tadjike ont commencé à se battre. À l'aube du retrait des forces étrangères d'Afghanistan, le spectre de la guerre civile plane plus que jamais sur le pays.

Claire BILLET.

http://www.ouest-france.fr/actu/international_detail_-Quand-l-Otan-aiguise-la-guerre-des-clans-afghans-_3637-2014161_actu.Htm

b) OTAN en Libye

Libye : L'opération qui a changé l'ONU.

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

L'Otan a décidé vendredi de mettre fin à compter du 31 octobre à son opération « historique » en Libye. La veille, le Conseil de sécurité de l'ONU avait mis fin au mandat autorisant le recours à la force dans ce pays, sept mois après le début de l'intervention contre le régime de Mouammar Kadhafi.

« Nous avons entièrement rempli le mandat historique des Nations unies de protéger le peuple de Libye », a déclaré le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen. Mais le Conseil de sécurité était divisé jusqu'à la fin car l'intervention en Libye a brouillé les pistes entre « la protection des civils » et le renversement de régime.

La décision du Conseil de sécurité de mettre fin aux opérations militaires en Libye clôt un chapitre de dissensions profondes au sein de l'ONU. Le mandat donné par le Conseil de sécurité était de protéger les civils. L'Otan est allée plus loin en prenant part au conflit aux côtés des rebelles libyens.

Au cours des sept mois de campagne militaire, les avions de l'Otan ont effectué 26 000 sorties et se sont livrées à 10 000 frappes aériennes en Libye. Il s'agissait d'une aide déterminante sans laquelle les forces liées au CNT libyen n'auraient sans doute jamais pu renverser le régime du Colonel Kadhafi.

« C'est un chapitre dont l'histoire du Conseil de sécurité se souviendra avec fierté. Le Conseil a agi rapidement et efficacement pour prévenir un massacre à Bengazi et protéger les civils », s'est enorgueilli la représentante américaine à l'ONU, Susan Rice.

<http://www.rfi.fr/afrique/20111029-libye-operation-change-onu>

«La mission est faite, et bien faite. On est contents, on a fait le boulot»

Nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Les volontaires qui récupèrent les morts dans les ruines de Syrte, la ville fantôme où Mouammar Kadhafi était réfugié avant d'y être capturé et tué le 20 octobre, n'en finissent pas. Ils continuent de découvrir des dizaines de cadavres, lit-on sur Afriqinfos. "On a enterré plus de 500 corps depuis dimanche dernier, et on continue à en trouver à travers la ville. La plupart sont des combattants, je pense, mais je ne suis pas sûr", a affirmé l'un des volontaires.

Dans le centre de la ville, des membres de l'association libyenne Djebel Al-Akhdar ont annoncé que "plus de 50 corps" de civils étaient sous les décombres d'un immeuble détruit par une frappe aérienne de l'Otan.

<http://www.afrik.com/breve36160.html>

c) Otan au PAKISTAN

Alexandre Khramtchikhine : L'Otan évincé du transit pakistanais cherche une alternative.

Suite à la dernière frappe d'hélicoptères américains sur le territoire pakistanais, les relations entre les Etats-Unis et le Pakistan ont connu un regain de tension. Le Pakistan a bloqué le transit des chargements destinés aux forces de l'Otan en Afghanistan et les sociétés pakistanaises ont refusé de fournir du

carburant à l'Alliance. De plus, Islamabad a exigé que Washington quitte dans les 15 jours la base aérienne de Shamsi dans la province du Baloutchistan, utilisé par la CIA pour le lancement des drones contre les talibans.

Ce n'est pas le premier regain de tension dans les relations entre les "alliés dans la lutte contre le terrorisme", mais ces accès sont de plus en plus violents. Ce qui est tout à fait logique.

Washington et Islamabad (ainsi que Riyad) ont créé conjointement Al-Qaïda dans les années 1980 pour lutter contre les troupes soviétiques en Afghanistan. Ce même trio a créé les talibans dans les années 1990 pour stabiliser la situation en Afghanistan plongé dans le chaos total après le départ de l'armée soviétique.

Etant donné que l'une puis l'autre tâche ont été accomplies, Washington a simplement abandonné ses projets devenus inutiles. Au final, Al-Qaïda a tourné sa veste et s'est mis à attaquer ses créateurs. Et les talibans ont fourni avec plaisir un asile à leurs alliés idéologiques les plus proches.

En ce qui concerne Islamabad, le contrôle de l'Afghanistan est crucial pour lui. Ce pays est considéré par le gouvernement pakistanais comme une ligne arrière stratégique en cas de guerre contre l'Inde. Et les talibans créés par le renseignement pakistanais avec l'argent saoudien sont le principal instrument d'un tel contrôle. C'est la raison pour laquelle Islamabad ne peut pas abandonner les talibans et ne fait que simuler la lutte contre eux. On y attend le départ inévitable des Américains, après quoi les talibans reprendront le pouvoir à Kaboul avec le soutien total du Pakistan.

Washington l'a compris depuis longtemps, mais continue à jouer la comédie en qualifiant le Pakistan d'"allié pour la lutte contre le terrorisme." Cela s'explique premièrement par le transit qui passe principalement via le Pakistan. Deuxièmement, à l'heure actuelle les Etats-Unis, sans parler des autres pays de l'Otan, sont incapables de mener une guerre contre le Pakistan.

Le Pakistan dispose de l'arme nucléaire. Et les pays occidentaux ne prendront jamais le risque d'exposer leurs troupes à une attaque nucléaire. D'autant plus que l'armée conventionnelle pakistanaise est numériquement importante et puissante. Les Européens ne lui arrivent pas à la cheville. Evidemment, les Etats-Unis pourraient vaincre le Pakistan. Mais pour cela ils devraient augmenter considérablement leur contingent. Et ne pas seulement l'élargir, mais également le modifier foncièrement.

Les forces actuelles des Etats-Unis et de l'Otan en Afghanistan sont orientées exclusivement sur la guerre anti-clandestine, elles n'ont pratiquement pas de chars (les Etats-Unis n'en ont aucun en Afghanistan), très peu d'artillerie et aucune défense antiaérienne (ni sol-air, ni air-air). Le nombre de bombardiers est également largement insuffisant pour une telle guerre. Par conséquent, il faut projeter tout ce matériel en Afghanistan, ce qui prendra énormément de temps et d'argent.

De plus, dans ce cas Islamabad comprendra clairement qu'une guerre se prépare contre le Pakistan. Dans le pire des cas, le Pakistan pourrait attaquer alors le contingent américano-otanien, qui serait incapable de se défendre dans son état actuel. Au minimum, il fermera intégralement et définitivement le transit via son territoire. Par conséquent, les Américains seront forcés de projeter leurs avions de combat via l'espace aérien de la Russie, et de transporter les chars Abrams par la voie ferroviaire russe.

Objectivement parlant, la Russie devrait soutenir par tous les moyens la destruction par les Américains des forces qu'ils ont eux-mêmes créées. Le Pakistan est l'un des principaux rivaux potentiels de Moscou. Hélas, le comportement de la Russie est tellement irrationnel qu'il ne faut pas s'attendre à des actions cohérentes de sa part. Etant intéressé par le succès de l'opération de l'Otan en Afghanistan plus que la coalition elle-même, Moscou a pendant longtemps mis des bâtons dans les roues de cette opération. Et même aujourd'hui, la Russie a autorisé avec beaucoup de difficultés le transit des seuls frets non militaires. On peut seulement s'imaginer le hurlement des nombreux paranoïaques russes si les chars et

les véhicules blindés américains commençaient à transiter via la Russie. Combien de cinglés iraient se jeter sous ces trains.

D'autre part, les frappes américaines "accidentelles" sur le territoire pakistanais de plus en plus fréquentes donnent l'impression que les Etats-Unis provoquent Islamabad pour qu'il soit le premier à attaquer. IL n'est pas exclu qu'ils puissent sacrifier le contingent afghan afin d'anéantir complètement le Pakistan, un allié de Pékin depuis un demi-siècle, par la suite. Et ces derniers temps, le rapprochement sino-pakistanais, y compris dans le domaine militaire et militaro-technique, progresse à pas de géant.

En anéantissant le Pakistan, les Etats-Unis feront d'une pierre deux coups. D'ici deux ou trois ans, lorsque le budget militaire américain fera l'objet de restrictions considérables, cela pourrait devenir impossible.

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction Ria Novosti

Alexandre Khramtchikhine :

Mercredi 30 Novembre 2011

d) L'otan et la Syrie

La "Ligue Arabe" instrumentalisée par les pays de l'Otan

L'ambassadeur Youssef Ahmad : « La décision de la suspension de l'adhésion de la Syrie à la Ligue arabe est illégale ».

Le Caire /

L'ambassadeur Youssef Ahmad, délégué permanent de la Syrie à la Ligue arabe, a qualifié "non juridique" la décision adoptées aujourd'hui par la Ligue portant suspension de l'adhésion de la Syrie,

affirmant qu'elle est contraire à sa charte et à son statut intérieur qui disent que la suspension de l'adhésion de tout pays membre a besoin d'une décision du Conseil au niveau du sommet, à l'unanimité de tous les pays membres, non à la majorité.

Dans un contact téléphonique avec la télévision syrienne, l'ambassadeur Ahmad a fait savoir que cette décision est une proclamation de la fin du concept de l'action arabe commune et une déclaration que la volonté de la direction de la Ligue est soumise aux agendas américains et occidentaux, estimant que la direction de certains pays arabe de cette action finira par faire effondrer la Ligue et mettre fin au concept de la sécurité nationale arabe commune au profit des agendas visant à mettre fin à l'identité arabe.

"Dès les 1ères réunions du Conseil de la Ligue pour discuter de la conjoncture en Syrie, il était clair que des intensions se cuisinaient pour parvenir à cette décision", a-t-il indiqué, soulignant avoir dit il y a deux mois à Cheikh Hamad Ben Jassem, premier ministre qatari, que les intensions envers la Syrie n'étaient pas saines et qu'ils voulaient amener la Syrie vers des résolutions internationales et de l'ingérence étrangère.

L'ambassadeur Ahmad a fait noter que nombre de parties arabes avaient prouvé via leur prestations au sein du Conseil, qu'elles ne sont qu'outil pour l'exécution des désirs et des agendas américains et occidentaux qui tentaient de fermer la porte devant tout règlement arabe de la crise en Syrie en vue d'aller à l'ingérence étrangère de toutes les formes.

"La coordination était claire dans la séance d'aujourd'hui et le moyen de gérer la séance manquait au moindre souci de l'action arabe commune", a poursuivi M. Ahmad, soulignant qu'elle était flagrante la coordination entre le président de la séance et le secrétaire général de la Ligue arabe vers la décision de la suspension de l'adhésion de la Syrie d'une manière illégale.

"Nous avons présenté dans notre intervention une étude effectuée par la Ligue arabe sur la question de l'adhésion, mais cette décision n'a pas été répartie. Nous leur avons montré que leur étude stipule que la suspension de l'adhésion ne sera pas appliquée sans l'unanimité de tous les pays membre, à l'exclusion du pays en question", a-t-il fait savoir.

Il s'est étonné que la réunion tenue il y a une semaine avait décidé la formation d'une commission pour l'envoyer en Syrie, précisant: "Ayant accepté d'accueillir la commission, et avant la date fixée pour la réception des noms des représentants des pays qui visiteraient la Syrie, nous étions surpris de la tenue de cette réunion", estimant que cette prestation suit un agenda américain et des ordres lancés par les parties américaines et européennes qui demandaient l'accélération de l'adoption d'une décision contre la Syrie.

L'ambassadeur Ahmad a fait savoir que la présidence de la commission avait clôturé la réunion avant même que le ministre algérien des affaires étrangères terminât son allocution sur l'illégalité de cette décision.

"Il était clair que depuis l'incitation par les Etats-Unis des personnes armées en Syrie de ne pas rendre leurs armes et de recourir à la violence et au meurtre et les dires du ministère français des affaires étrangères que le plan d'action arabe est morte, nombre de pays arabes sont allés à l'exécution de ce agenda", a-t-il souligné.

L'ambassadeur Youssef Ahmad : La Syrie s'engage à l'exécution des articles du plan arabe

L'ambassadeur Ahmad avait prononcé à l'ouverture de la réunion une allocution dans laquelle il a annoncé que la Syrie s'engageait à exécuter les articles du plan d'action arabe et qu'elle avait réalisé un grand parcours dans la mise en application ce plan en dépit des tentatives des parties armées à l'intérieur, soutenues par l'extérieur, de mettre fin au plan depuis le 1er jour de son adoption.

Il a fait noter que les parties de l'opposition à l'extérieur et les différentes forces qui œuvraient pour aggraver la conjoncture , politiquement et médiatiquement, en Syrie sont désormais obligées à rendre les armes, à cesser toute forme de violence, à admettre l'option du dialogue national et à cesser immédiatement de lancer des positions et des déclarations d'incitation qui visent à mettre en échec l'effort arabe.

"Dix jours après l'adoption par le conseil de la Ligue arabe du plan d'action sur la Syrie, les climats passifs et agressifs, l'incitation politique flagrante et l'intensification de la campagne médiatique lancée par nombre de pays et parties extérieures se poursuivent pour aggraver la situation dans le pays", a-t-il fait savoir.

Evoquant les mesures pratiques adoptées par le gouvernement syrien sur le terrain, dans le cadre de son exécution des articles du plan en question, l'ambassadeur Ahmad a indiqué que l'armée syrienne avait commencé de se retirer de tous les villes et les quartiers pour être remplacée par les forces de l'ordre.

L'ambassadeur Ahmad a affirmé que les autorités syriennes avaient parachevé le retrait des véhicules militaires de toutes les villes, et ce, en dépit de la poursuite des restes des éléments et des groupes armés de recourir à l'arme lourde trafiquée illégalement via les frontières des pays voisins en vue de perpétrer des actes de meurtre, de terrorisme et de sabotage à l'intérieur des villes et dans les quartiers d'habitation.

Il a catégoriquement démenti les allégations lancées par nombre de médias arabes et internationaux sur l'emploi par l'armée syrienne des véhicules militaires et des armes lourdes à l'intérieur des villes et des quartiers.

L'ambassadeur Ahmad a rappelé que le gouvernement syrien avait pris la décision de libérer 553 détenus impliqués dans les événements en cours et qu'il entendait libérer graduellement d'autres détenus.

Il a parlé aussi de la décision d'amnistie générale pour tous ceux qui rendent leurs armes et qui n'avaient pas commis des crimes, évoquant dans ce sens le développement grave dans la position des Etats-Unis à l'égard de la crise en Syrie et des efforts de la Ligue arabe pour calmer la situation sur le terrain, "la porte-parole du Département d'Etat US ayant déclaré que son pays conseille les personnes armées à ne pas rendre leurs armes".

L'ambassadeur Ahmad a affirmé que cette position américaine grave constitue un indice flagrant de l'ampleur de l'ingérence américaine dans les affaires intérieures de la Syrie.

"Cette position américaine reflète une reconnaissance franche de l'existence de personnes armées actives sur le terrain, contrairement à toutes les déclarations et les allégations américaines précédentes disant que ce qui se déroule en Syrie est des manifestations et des contestations pacifiques", a-t-il indiqué.

L'ambassadeur Ahmad a fait noter que le ministère de l'information avait accordé depuis l'annonce du plan d'action arabe des autorisations à nombre de représentants des médias arabes et étrangers pour entrer en Syrie et voir sur le terrain la vérité de la conjoncture dans le pays, affirmant que le gouvernement syrien continue à fournir au comité ministériel arabe et au secrétariat de la Ligue Arabe des renseignements et des rapports sur les actes terroristes, notamment dans la ville de Homs.

"A la veille de la prise de la décision par le conseil de la Ligue arabe, le 2/11/2011, l'on a trouvé /68/ dépouilles mutilées de citoyens assassinés par balles de groupes terroristes armés", a souligné M. Ahmad, évoquant la note officielle adressée hier par la Syrie au secrétariat général de la Ligue arabe pour affirmer qu'elle est disposée à coopérer avec la mission que la de la Ligue arabe pour voulait prendre connaissance de la conjoncture dans le pays.

L'ambassadeur Ahmad a affirmé que le gouvernement syrien assurera toute facilité et garantie à la mission de la Ligue arabe en Syrie pour prendre connaissance du respect par la Syrie des articles du plan d'ation arabe et des crimes des groupes terroristes armés contre les civils, les militaires et les biens publics et privés.

L'ambassadeur Ahmad a indiqué que l'incitation américaine flagrante des personnes armées en Syrie est liée à une autre appelant les pays arabes à adhérer au boycottage politique et économique de la Syrie.

L'ambassadeur Ahmad s'est étonné des déclarations du secrétaire général de la Ligue sur le non respect par la Syrie de l'initiative arabe.

Il a fait savoir que la Syrie estime que le rôle du comité ministériel arabe et les articles du plan de travail arabe portent sur tous les pays arabes frères la responsabilité de contrôler les pratiques non professionnelles lancées par nombre de médias arabes pour aggraver la situation en Syrie.

"Le gouvernement syrien est résolu à coopérer avec vos efforts fidèles et sincères pour exécuter tous les articles du plan d'action arabe", a-t-il souligné.

L'ambassadeur Ahmad a appelé le conseil de la Ligue arabe à adopter une position claire et rejeter les déclarations et les pratiques de nombre de pays et de parties extérieures qui œuvrent pour poursuivre l'effusion du sang et la violence en Syrie.

L'appréciation américano-européen de la décision de la Ligue arabe reflète une coordination préalable

Dans un geste qui montre la soumission de la direction de l'action arabe commune à des agendas américano-européens, le conseil de la Ligue arabe a décidé ce soir au niveau ministériel la suspension de la participation de la Syrie à ses réunions du 16 novembre 2011 jusqu'à ce qu'elle exécute entièrement le plan arabe.

Le conseil a également appelé les pays arabes à rappeler leurs ambassadeurs à Damas, et décidé d'imposer des sanctions économiques et politiques à la Syrie et d'assurer la protection des civils à travers les organisations arabes, au cas où les actes de violence ne prendraient pas fin.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a appelé les organisations internationales concernées par les droits de l'Homme, y compris les Nations-Unies, à consulter l'opposition syrienne afin de concevoir les mesures adéquates et de les soumettre au conseil de la Ligue.

La décision appelle l'armée syrienne à ne pas s'impliquer dans des actes de violence contre les civils, et l'opposition syrienne à tenir une réunion au siège de la Ligue arabe dans trois jours en vue de convenir sur la période transitoire de la Syrie.

Le conseil sera en session permanente afin de poursuivre la situation.

L'appréciation immédiate manifestée par le président américain, Barack Obama, de cette décision illégale qui tranche avec la charte de la Ligue arabe montre la coordination préalable entre les auteurs de cette décision et l'administration américaine.

De même, l'appréciation exprimée par l'Union européenne de cette décision dévoile une coordination entre l'union et les pays qui ont voté pour, et affirmé que ces pays avaient de mauvaises intentions à l'égard de Damas.

12 Nov 2011

<http://www.sana.sy/fra/51/2011/11/12/381128.htm>

Pour rappel (historique), La Ligue Arabe a été initiée parl'Angleterre pour empêcher certains pays qui voulaient sortir de l'emprise coloniale de gagner leur indépendance politique et financière.

Rien d'étonnant donc à voir la Ligue Arabe (controversée néanmoins.....) servir l'OTAN !

Après ce que la France et l'Angleterre ont appelé la victoire libyenne, la Syrie est dans le collimateur ! C'est un avant goût de l'étape suivante: l'Iran et par cette voie, intimider la Russie et la Chine.....

Tout cela occulte les mouvements d'opposition nés un peu partout dans le monde contre l'OTAN, bras armé de l'ONU.....

Restons vigilants !!!!!

Que tout cela ne nous empêche pas de continuer à dénoncer ces ingérences inacceptables des USA et des pays en mal de pouvoir (politique, énergétique etc....).

Pour rappel cette superbe carte d'un ami:

La "Ligue Arabe" instrumentalisée par les pays de l'Otan

«...nombre de parties arabes avaient prouvé via leur prestations au sein du Conseil, qu'elles ne sont qu'outil pour l'exécution des désirs et des agendas américains et occidentaux qui tentaient de fermer la porte devant tout règlement arabe de la crise en Syrie en vue d'aller à l'ingérence étrangère de toutes les formes. [...]

Cette prestation suit un agenda américain et des ordres lancés par les parties américaines et européennes qui demandaient l'accélération de l'adoption d'une décision contre la Syrie. »

e) L'otan et la Grèce

Bill Van Auken : Obama et l'OTAN complotent-ils un coup d'Etat militaire en Grèce?

Le soudain limogeage de l'état major grec mardi soir dans le contexte d'une vague de protestations internationales concernant une proposition de référendum sur le plan de sauvetage de l'UE présente toutes les caractéristiques d'une action prise pour anticiper la menace d'un coup d'Etat militaire

Une mesure d'une telle envergure politique n'aurait pas été prise à la légère.

Pour le moins, l'on doit supposer que le premier ministre George Papandreou avait de bonnes raisons de croire que son gouvernement et éventuellement lui-même étaient confrontés à un danger imminent de la part de l'armée du pays.

Le ministre grec de la Défense, Panos Beglitis, un allié politique proche de Papandreou, avait convoqué les quatre officiers les plus haut placés de l'armée grecque – les chefs de l'état-major, armée de terre, marine et armée de l'air – à une réunion hâtive pour annoncer qu'ils étaient démis de leurs postes et remplacés par d'autres membres de la haute hiérarchie militaire.

Le mois dernier, le ministre de la Défense, Beglitis avait été cité par le site Internet EU Observer pour avoir décrit la hiérarchie militaire grecque comme étant « un Etat dans l'Etat ».

Le gouvernement grec devrait rendre public ce qu'il sait sur les complots de cet « Etat dans l'Etat » et qui sont ses alliés. Compte tenu du bilan du parti Pasok de Papandreou, toutefois, ceci est extrêmement improbable. La dernière chose que ce dernier et ses partisans pseudo-gauches veulent, c'est alarmer les travailleurs sur les dangers auxquels ils sont confrontés.

Un certain nombre de quotidiens en Europe ont soulevé la question de savoir si le limogeage de l'état-major visait à éviter un coup d'Etat militaire. Parmi ces quotidiens se trouvaient à la fois le Telegraph et le Daily Mail en Grande-Bretagne. Parmi les articles abordant plus clairement l'affaire figurait celui de Gabor Steingart, rédacteur du principal quotidien économique allemand, Handelsblatt.

Sous le titre « Si j'étais Grec », Steingart reconnaît que le soi-disant plan de sauvetage de l'économie grecque est en réalité un autre renflouement des banques aux dépens des travailleurs grecs qui seront obligés de le payer par le biais de la destruction massive de leurs emplois, des salaires et des conditions sociales. Ces mesures ne feront qu'aggraver la dépression et l'endettement du pays en jetant les bases pour des exigences d'austérité encore plus terribles à l'avenir.

En comparant le plan au traitement de « choc » appliqué dans l'ancienne Union soviétique, Steingart écrit : « Si j'étais Grec, je ferais partie de ceux qui sont alarmés et inquiets. Je me méfierais de cette machine militaire qui avait gouverné le pays jusqu'en 1974 et qui attend son occasion pour se venger. L'expérience d'un grand nombre de pays nous a enseigné : Le Dr Choc est un ennemi de la démocratie. »

La manière dont cette affaire a été dissimulée – ou plutôt censurée dans la presse – dans les médias américains est révélatrice. Ni le New York Times ni le Washington Post, deux publications faisant fonction d'organes de presse « officiels » au sein de l'establishment politique américain n'ont pas imprimé le moindre mot sur cet extraordinaire remaniement du commandement militaire grec.

Mardi, le site internet du Times affichait un article sur la Grèce prédisant que le gouvernement Papandreou était sur le point de chuter. L'évaluation aurait clairement servi à expliquer et à justifier un coup d'Etat ayant eu lieu dans les conditions d'un effondrement politique. Mais, apparemment, ce que les rédacteurs du Times escomptaient ne s'est pas produit. Ceci rappelle la satisfaction prématurée du journal au sujet du renversement de courte durée du président du Venezuela, Hugo Chavez en 2002.

A présent, le silence des médias suggère que les rédacteurs du Times et du Post recherchent désespérément une ligne politique sur ce qu'ils considèrent être un sujet très sensible.

Une chose est sûre, si un coup d'Etat militaire avait été en préparation en Grèce, il n'aurait pu, compte tenu des enjeux, être accompli qu'avec le consentement des principales puissances européennes – l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne – et bien sûr, des Etats-Unis.

Alors que l'histoire de la Grèce abonde d'interventions militaires dans le domaine politique – pas moins de huit coups d'Etat au 20ème siècle – la dernière junte militaire à avoir saisi le pouvoir le 21 avril 1967 et à avoir régné jusqu'en 1974, portait clairement le cachet « Fabriqué aux Etats-Unis ».

Le soi-disant « coup d'Etat des colonels » fit suite à deux années d'instabilité politique qui avait débuté avec l'éviction par le roi grec Constantin du gouvernement de Georgio Papandreou – le grand-père de l'actuel premier ministre – après qu'il eut lui-même tenté de remplacer le commandement militaire.

Le dirigeant du coup, le colonel Georgios Papadopoulos, était un ancien collaborateur de l'occupation nazie de la Grèce dans les années 1940 et qui avait rejoint l'armée grecque durant la période de l'après-guerre et qui avait bénéficié aux Etats-Unis d'une formation dans le domaine du renseignement. Il devint le principal agent de liaison entre la CIA et le KYP, l'agence de renseignement grecque fondée et financée par les Etats-Unis. Papadopoulos lui-même avait été à la solde de la CIA pendant 15 ans.

Le coup d'Etat avait été organisé conformément aux directives d'un plan d'urgence de l'OTAN connu sous le nom de « Prométhée. » Ce plan aurait été conçu pour prévenir une mainmise communiste grâce à une prise de contrôle de l'armée et l'internement de tous ceux considérés être des éléments subversifs.

La junte imposa la loi martiale en abolissant les droits démocratiques. Elle jeta très vite quelque 10.000 personnes en prison, dont des dirigeants politiques, des syndicalistes, des militants sociaux, des étudiants et d'autres suspectés de s'opposer à son programme contre-révolutionnaire. Des milliers furent torturés. La police de la junte battait les prisonniers politiques avec des tuyaux en caoutchouc, leur administrait des chocs électriques, leur faisait subir des tortures sexuelles et des viols et leur arrachait les ongles. L'un des tortionnaires les plus infâmes de la junte aurait eu sur son bureau une enseigne rouge-blanche et bleue de l'aide américaine et aurait dit à ses victimes, « Derrière moi il y a le gouvernement, derrière le gouvernement il y a l'OTAN, derrière l'OTAN il y a les Etats-Unis. Vous ne pouvez nous combattre, nous sommes des Américains. »

Ces crimes hideux furent perpétrés avec l'aide et l'approbation directes du gouvernement démocrate libéral du président Lyndon B. Johnson.

Durant sa première conférence de presse donnée après sa prise du pouvoir, Papadopoulos avait défendu la répression brutale déclenchée par la junte en disant. « Nous avons à faire à un patient qui se trouve sur la table d'opération. Il ne peut être guéri de sa maladie sans être ligoté à la table d'opération. »

Il n'y a pas de doute qu'un tel raisonnement rencontre beaucoup d'intérêt de nos jours au sein des cercles financiers internationaux où la proposition de Papandreou de soumettre à référendum un plan d'austérité drastique a été dénoncée comme étant « irresponsable », sinon insensé.

Le premier ministre grec a fait cette proposition sur la base de ses propres calculs politiques qui n'ont rien à voir avec la démocratie. Toutefois, l'idée même que la population laborieuse puisse être autorisée à voter sur la possibilité d'accepter des coupes sociales massives pour renflouer les banques a provoqué la colère intense et la consternation de l'aristocratie financière dans tous les pays.

Le caractère brutal de ces mesures et l'énorme inégalité sociale qu'elles renferment ne peuvent pas être appliquée par des moyens démocratiques. Le « patient » doit être « ligoté à la table d'opération. »

En 1974, la dernière fois que l'armée dirigeait la Grèce, durant une période de soulèvement économique et politique qui avait balayé le monde, l'Espagne et le Portugal, deux des autres pays cités comme les prochains dominos susceptibles de s'effondrer dans la crise actuelle de la dette souveraine européenne, étaient également dirigés par des dictatures militaires fascistes. Il en était de même de la plupart des pays d'Amérique latine.

Les événements en Grèce signalent que l'ère des colonels et des généraux est de retour. Dans les conditions de la plus profonde crise du capitalisme mondial depuis la Grande dépression des années 1930, les vieux mécanismes de la démocratie bourgeoise ne sont plus en mesure de contenir plus longtemps les antagonismes de classe et les tensions internationales qui ne cessent de croître.

La menace de la dictature se manifeste d'abord dans les économies capitalistes plus faibles, mais c'est comme une maladie qui se propage des extrémités vers le cœur. Il n'existe pas un pays au monde où les travailleurs peuvent se permettre l'illusion que « cela ne peut pas se produire ici. »

(Article original paru le 3 novembre 2011)

Par Bill Van Auken

8 novembre 2011

<http://www.wsws.org/francais/News/2011/nov2011/coup-n08.shtml>

2 - L'Otan & la diplomatie...

a) Russie

Lavrov : L'Otan doit passer le test du droit international.

L'Otan doit passer le test de conformité au (..) droit international, dans le cadre d'une coopération multilatérale basée sur l'égalité et dans l'intérêt de la mise en place d'une architecture mondiale équilibrée, a estimé mardi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"Pour le moment, nos partenaires de l'Otan ne passent malheureusement pas tous leurs examens. L'exemple le plus récent est celui de la Libye", a déclaré le ministre devant les étudiants à Chisinau, capitale de la Moldavie.

Et de rappeler qu'en se chargeant de faire appliquer le mandat du Conseil de sécurité de l'Onu visant à protéger la population civile, l'Otan s'était en fait engagée dans la guerre aux côtés de l'une des parties d'un conflit intérieur.

"Nos partenaires de l'Otan (...) ont grossièrement violé l'embargo sur les livraisons d'armes, et se sont attelés au changement du régime en Libye, ce qui n'a fait que multiplier les victimes humaines", a souligné M.Lavrov.

Par ailleurs, l'Otan a rejeté le plan de paix de l'Union africaine (UA) pour la Libye, ce qui a été une grosse erreur, selon le ministre russe.

"Nous ne voulons pas que dans d'autres conflits intérieurs, une telle ingérence extérieure se répète, ce qui contredit les normes du droit international", a conclu le chef de la diplomatie.

L'insurrection armée en Libye a duré près de neuf mois. Les affrontements entre les troupes pro-Kadhafi et les rebelles soutenus par l'Otan ont fait des milliers de morts et ont causé un énorme préjudice à l'économie de ce pays producteur de pétrole. Après 42 ans au pouvoir, Mouammar Kadhafi a été tué le 20 octobre près de sa ville natale de Syrte.

Lavrov » : la Russie contribuera au lancement d'un dialogue national.

La Russie entend contribuer au lancement d'un dialogue inter-syrien, a déclaré samedi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov à l'issue d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays membres du forum de Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC).

"Nous en ressentons la responsabilité et entendons faire tout pour qu'un dialogue inter-syrien s'engage", a indiqué M.Lavrov.

Le ministre a déploré que certains représentants de l'opposition syrienne, notamment ceux qui résident en Turquie et aux Etats-Unis, boycottent toute initiative susceptible de contribuer à l'amorce du dialogue.

"Nous nous appliquerons à les persuader d'adopter une position plus constructive, à penser à leur pays, en espérant y parvenir", a-t-il conclu.

[...]

<http://fr.rian.ru/world/20111112/191944166.html>

b) Kosovo.

Fogh Rasmussen : L'OTAN agira avec fermeté pour maintenir la stabilité au Kosovo.

Le secrétaire général de l' OTAN Anders Fogh Rasmussen, en visite à Pristina, a déclaré jeudi que le contingent de l'alliance au Kosovo (la Kfor) agirait avec fermeté pour maintenir la stabilité régionale.

« Je vais être très clair. Il n'y a pas de demi-tour possible. L'OTAN a passé 12 ans à assurer la stabilité et la sécurité. Nous ne laisserons pas mettre en danger les succès obtenus », a déclaré M. Rasmussen lors d'une conférence de presse commune avec le dirigeant du Kosovo Hashim Thaci.

Lors de leurs entretiens avant cette conférence de presse, les deux hommes ont discuté de l'annonce de Pristina selon laquelle il établirait le 16 septembre un contrôle de police et des frontières à deux points de passage avec la Serbie au nord.

Tous deux ont réaffirmé que Pristina mettrait en application à partir de vendredi ce plan de contrôles de police et des frontières aux postes frontière nord 1 et 31, dans une région à majorité ethnique serbe, précisant que ce plan était mené en coordination avec la mission internationale au Kosovo.

M. Rasmussen n'a pas précisé clairement si la Kfor participerait à la mise en oeuvre de ce projet.

« Le mandat de la Kfor est de maintenir un environnement sûr et sécurisé, ce qui implique aussi qu'elle prenne des mesures si cet environnement de sécurité est menacé », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN.

Le Kosovo a fait sécession de la Serbie en 1999 et déclaré son indépendance en 2008. Les deux régions restent opposées sur la souveraineté et les frontières du Kosovo Nord, où subsiste une communauté d'ethnie serbe importante qui résiste à l'autorité de Pristina.

Deux zones frontalières contestées au nord du Kosovo sont depuis la fin juillet des zones militaires sous l'autorité de la Kfor. La Kfor a établi un contrôle militaire suite à des violences qui ont éclaté suite à la tentative de Pristina d'y étendre son contrôle.

16 sept.

Xinhua,

c) Iran

Manlio Dinucci : Manœuvres de guerre OTAN contre l'Iran

(Extrait)

"Les avions de chasse OTAN stationnés à Decimomannu (Cagliari, Sardaigne) avaient à peine fini de bombardier la Libye que s'est immédiatement déroulée dans la base aérienne la manœuvre Vega 2011. Hôte d'honneur l'aviation israélienne, qui, avec celles italienne, allemande et hollandaise, s'est exercée à des « attaques à longue portée ».

Comme le rapporte ce matin (jeudi 3 novembre 2011, NdT) la presse israélienne elle-même, ceci entre dans le cadre de la préparation d'une attaque contre les implantations nucléaires iraniennes.

La manœuvre fait partie de la coopération militaire Italie-Israël, établie par la Loi du 17 mai 2005. Elle entre aussi en même temps dans le « Programme de coopération individuelle » avec Israël, ratifié par l'OTAN le 2 décembre 2008, trois semaines environ avant l'attaque contre Gaza. Elle comprend non seulement des manœuvres militaires conjointes, mais l'intégration des forces armées israéliennes dans le système électronique OTAN et la coopération dans le secteur des armements. C'est ainsi que la seule puissance nucléaire de la région, Israël, se trouve de fait intégrée dans l'OTAN même si elle refuse de signer le Traité de non-prolifération (alors que l'Iran, qui ne possède pas d'armes nucléaires, l'a signé).

Il y a deux jours Israël a testé un nouveau missile balistique à longue portée, que le ministre de la défense[i] Ehud Barack a défini comme « un important pas en avant dans le domaine balistique et spatial ». Ceci confirme le rapport d'une commission britannique indépendante, que vient de publier le Guardian, selon lequel Israël est engagé à potentialiser ses capacités d'attaque nucléaire, en particulier les missiles balistiques Jéricho 3 à portée intercontinentale de 8-9mille Kms et les missiles de croisière lancés par les sous-marins. Ce programme est soutenu par les plus grands pays de l'OTAN".

[i] ministre de la défense, « appelé de la guerre en des temps plus sincères » comme disait José Saramago. Les intermittences de la mort, p. 67, Seuil, Paris 2008. NdT.

Manlio Dinucci

Les « preuves » sont périmées !

Je n'ai pas encore lu le rapport, mais vous retranscrit ici un article qui remet en cause la pertinence des accusations formulées sur sa base.

Si quelqu'un a déjà lu le rapport et peut confirmer/infirmier ce qui est présenté ci dessous...

Issu de "Mécanoblog" (<http://mecanoblog.wordpress.com/2011/11/09/rapport-de-l%e2%80%99aiea-sur-l%e2%80%99iran-les-%c2%ab-preuves-%c2%bb-sont-perimees/>)

Rapport de l'AIEA sur l'Iran : Les « preuves » sont périmées ! Avant même sa sortie, le rapport de l'AIEA sur les activités nucléaires iraniennes a servi de tremplin à la propagande mondiale des va-t-en guerre.

Sa publication hier a pourtant révélé l'absence de tout élément de preuve contre l'Iran.

Toutes les affirmations ne reposent en effet que sur une seule phrase du rapport, au paragraphe 53 : « L'agence a de sérieuses inquiétudes sur de possibles dimensions militaires du programme nucléaire iranien » ; et sur ses annexes contenant de nombreuses accusations fournies principalement par les services britanniques, américains et français, et que l'agence n'a pas pu évaluer en détail. D'autre part, ces éléments d'accusation ne comportent aucune date !

Préparant l'opinion à la guerre, les médias omettent de rapporter la suite du paragraphe 53 : « Après évaluation attentive et critique de la très grande somme d'informations disponibles, l'Agence les trouve crédibles dans leur ensemble. Elle indiquent que l'Iran a mené des activités servant au développement d'un dispositif explosif de type nucléaire. Les informations indiquent aussi qu'avant fin 2003, ces activités ont eu lieu sous un programme structuré, et que certaines de ces activités pourraient encore se poursuivre. »

Qu'est-ce à dire ?? Dans leur évaluation officielle (NIE) de 2007, les services de renseignement américains concluaient que l'Iran avait eu un programme nucléaire militaire, mais qu'elle l'avait arrêté en 2003. Et le NIE de 2011, étouffé par Obama comme le fit Cheney avec les versions précédentes, maintient cette affirmation, selon les sources de l'EIR à Washington et du journaliste Seymour Hersh dans le New Yorker. Tous les éléments contenus dans les annexes du nouveau rapport de l'AIEA et présentés dans la presse comme des preuves fraîches, datent en réalité d'avant 2003 !

La seule affirmation concernant 2011 est que « des activités pourraient encore se poursuivre »... ça fait un peu court quand même pour déclencher une escalade nucléaire mondiale, non ? Et pourtant...

Propagande anglo-américaine

Dès que le rapport de l'AIEA a été remis aux Etats-membres de l'agence hier après-midi, il a été publié sur le site de l'Institute for Science and International Security (ISIS), un organe de désinformation stratégique tenu par le propagandiste David Albright, ancien employé de l'AIEA en Irak dont les méthodes ont été dénoncées par le célèbre inspecteur en armement de l'ONU Scott Ritter. L'ISIS est financée par la fine fleur de la finance anglophile américaine – les fondations Ford, Rockefeller, Smith-Richardson, etc.. Revêtu de son costume d'expert, Albright a été le premier à être interrogé hier par les agences de presse pour dire que l'Iran est une menace pour le monde.

Ce que personne ne vous expliquera

L'Agence Internationale à l'Energie Atomique exerce une étroite surveillance sur le programme iranien d'enrichissement de l'uranium, y compris par des dispositifs vidéo, afin de s'assurer qu'aucun matériau n'est détourné à d'autres usages que le nucléaire civil. Et lorsque l'on vous affirme que l'Iran possède suffisamment d'uranium enrichi pour quatre bombes atomiques, l'on devrait en fait vous dire qu'elle a suffisamment d'uranium enrichi à 20%, à condition qu'il soit détourné puis enrichi à 90% (le minimum pour l'usage militaire) dans des installations qui n'existent pas.

À lire également sur la crise iranienne :

Le 09/11/2011 20:06, Claudine Pôlet a écrit :

Le rapport de l'AIEA sur les soi-disant "activités de l'Iran visant à développer un engin explosif nucléaire" tombe curieusement à point pour les nouveaux préparatifs de guerre de l'Otan. Après avoir renversé le gouvernement de la Jahmariya de Libye, et assassiné son chef d'Etat, Mouammar Kadhafi, l'Otan pousse plus loin ses ambitions de gendarmier le monde. La Syrie est toujours en ligne de mire. Et à nouveau l'Iran. Derrière les menaces du gouvernement israélien d'agression contre l'Iran, il y a l'Otan, même si tous les Etats de l'Alliance Atlantique ne se prononcent pas (pas encore?) aussi catégoriquement. L'article du Soir informe que "des exercices d'alerte ont eu lieu et des manœuvres de l'aviation militaire menées jusqu'en Sardaigne – une distance supérieure à celle qui sépare le pays de l'Iran – ont reçu une ample publicité médiatique". Ce qui permet à Israël de faire de telles manœuvres jusqu'en Italie, ce sont les accords spéciaux de partenariat de l'Otan grâce auxquels les bases militaires d'Italie sont à la disposition d'Israël. Les manœuvres israéliennes ne sont pas une initiative isolée. L'accélération de l'installation du bouclier anti-missiles, notamment à la base de Rota, dans le sud de l'Espagne, participe des mêmes préparatifs.

C.P.

3 - Action et paroles des Pays - sous controle de l'Otan

Belgique

Libye: les pilotes belges rentrent avec le sentiment du devoir accompli.

Nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Le ministre de la Défense Pieter De Crem a dressé avec satisfaction le bilan des interventions belges en Libye dans le cadre de la mission de l'Otan.

"Notre sentiment, c'est le sentiment du devoir accompli", témoigne un pilote belge. "La mission est faite, et bien faite. On est contents, on a fait le boulot."

Si la mission est une réussite, les moments délicats et difficiles ont été nombreux. "Non, ça n'a pas été une mission facile. On a dû employer de l'armement, on a dû faire ce pour quoi on a été entraîné. Mais c'est notre boulot et on l'a fait."

RTBF,

30 octobre 2011

Libye : La mission Otan « Unified Protector » se termine ce lundi à 23 h 59

LE SOIR 31.10.2011 - reportage à Araxos d'Alain Lallemand

Une « pleine réussite », assure le ministre de la Défense Pieter De Crem (CD&V) : la participation belge à l'opération Otan « Unified Protector » vient à son terme ce lundi minuit heure libyenne (identique à l'heure belge), et le bilan est inespéré, que ce soit dans les airs ou sur mer.

En quelque 2.557 heures de vol, les six F-16 engagés au départ de la base grecque d'Araxos ont largué 473 bombes, dont 96 à 97 % ont atteint leur cible - ce qui est « un rien supérieur à ce qui était prévisible » dans les meilleures conditions, relèvent le ministre De Crem et le major Nico Claessens, commandant du détachement belge à Araxos.

Quant à l'engagement maritime belge, représenté par les chasseurs de mines Narcis puis Lobelia, en 130 jours de présence opérationnelle, il n'y aura eu que 3 mines localisées et mises hors d'état de nuire, mais cela aura prouvé à la Belgique la « nécessité de conserver une capacité anti-mines », glisse le commandant du Lobelia, le lieutenant Jurgen Van Daele.

Dans ces conditions, l'occasion était belle pour le département de la Défense de célébrer la fin de cette campagne en saluant sur place, à Araxos, les militaires belges désormais sur le départ, et d'emmener dans ses bagages, outre la presse, plusieurs des élus qui ont eu à surveiller cette implication militaire belge. Parmi eux, signalons pour la Chambre Filip de Man (VB), président de la commission Défense nationale et François-Xavier de Donnea (MR), président de la commission Relations extérieures, ainsi que - pour le Sénat - Francis Delperée (CDH), président de la commission spéciale du suivi des opérations à l'étranger.

Pas de victimes civiles ?

A grand renfort d'images déclassifiées tournées durant les opérations, les militaires leur ont donné un aperçu de la précision relative du renseignement préalable aux bombardements et des frappes proprement dites.

De leur côté, plusieurs pilotes belges, sous couvert d'anonymat, ont confirmé au Soir leur confort matériel et éthique dans les conditions de travail qui ont été les leurs : une bonne préparation de leurs objectifs par l'Otan et le personnel belge surveillant au sol la légitimité des frappes (ce qu'on appelle le « détenteur de carton rouge », qui s'oppose à tout projet de frappe contraire à la volonté politique belge) ; et un matériel de vision à longue distance (le « sniper pod ») qui permet aux chasseurs de voir le détail d'une cible sept à huit kilomètres avant d'arriver à sa hauteur. D'où d'excellents scores de frappe, mais aussi l'absence de dommage collatéral signalé.

Un bémol : il n'a pas pu échapper aux parlementaires belges que la mention « Pas de dommage collatéral » qui gratifie la totalité des tirs belges n'a pas valeur de vérité absolue. Il s'agit d'une simple indication livrée par l'Otan - la plupart du temps sur base d'images virtuelles, sans confirmation au sol - et qui repose sur une comparaison entre l'image et le renseignement récoltés avant la frappe, et l'image récoltée après la frappe. Le drame civil demeure donc possible malgré la bénédiction Otan. S'il est entendu que jamais un avion belge ne tirera sur une cible lorsque des pertes civiles sont prévisibles (la cible doit être labellisée « No Civcas », pas de victimes civiles attendues), une erreur de renseignement peut conduire à une mort de civils qui ne sera éventuellement jamais documentée. Bref, autant savoir : la réalité pointilleuse est que la guerre des Belges en Libye « n'a pas fait de dégât collatéral connu à ce jour ».

Un aspect très positif de cet engagement belge - dont le coût net est estimé à un peu plus de 32 millions d'euros -, c'est le retour en leçons militaires. Plusieurs membres de la Composante Air, dont le major Claessens, soulignent l'excellent matériel belge, et aussi la nécessité de ne pas se laisser dépasser à l'avenir. Appel du pied à un financement maintenu voire accru ? Il ne semble pas.

D'une part, le responsable des opérations de l'armée belge, le lieutenant général Gerard Van Caelenberge, n'a fait part au Soir d'aucune « inquiétude budgétaire concrète ». D'autre part, l'attention du politique est attirée vers des thèmes pour lesquels l'investissement n'est pas significatif, comme de nouveaux systèmes mixtes (GPS et laser, en même temps) de guidage des bombes.

Ensuite, la Composante Air a engrangé des leçons de gestion du personnel, relève son commandant, le général-major Claude Van de Voorde : des déploiements d'un mois (et non de quatre) ont été organisés, avec un impact favorable pour la vie privée.

Ensuite, la composition des déploiements est organisée, non plus sur une base d'excellence mais une base mixte : « On ne déploie plus simplement les meilleurs en entraînement, relève le général-major, on mélange, car on se rend compte que certains se révèlent parfois en opérations. »

Enfin, dans une armée qui peine à conserver son personnel le plus jeune, un bon signal : en 2011, le nombre de candidats pilotes « a connu une augmentation de 30 % ». Bref, la présence belge à Araxos aura créé des vocations de « Top Guns ».

Le rôle joué par les F-16 Belges

21 mars

La première opération de défense de cible (DCA, en l'occurrence la défense de la population) a été menée le 21 mars, suivie dès le 27 mars du premier bombardement offensif (OCA) visant la destruction du matériel aérien « ennemi ».

Avril

Priorité est donnée aux opérations de reconnaissance de cibles (Scar : Strike Coordination And Reconnaissance).

Mai

C'est là que la guerre des Belges devient très offensive avec priorité au pilonnage ciblé (Deliberate targeting) de stocks de munitions, centres de communication, bunkers.

Juin-août

Les missions de l'été sont mixtes : un tiers de reconnaissances, deux tiers de pilonnages, avec bientôt une priorité sur Tripoli (donc les bombes les plus précises) pour permettre sa libération. Les F-16 belges ont participé à un moment-clé de la libération, les ultimes frappes contre le palais de Kadhafi pour permettre aux rebelles de s'en emparer.

Septembre-octobre

Le tempo des opérations se ralentit, avec une spécificité le 20 octobre, jour de la chute de Syrte : les F-16 belges sont en opération dans la demi-heure qui précède la fuite du convoi Kadhafi. A quelques minutes près, il serait revenu aux Belges de frapper le convoi.

Alain Lallemand

France -Royaume-Uni

France - Royaume-Uni : comparaison des opérations militaires en Libye

L'adage dit comparaison n'est pas raison, mais bon, il m'apparaît utile tout de même de comparer les chiffres révélés par le Ministère de la défense britannique avec ceux révélés par le MinDef français sur le coût des opérations et le type d'armement utilisé lors des six mois de guerre en Libye.

LIRE LA SUITE SUR <http://alternatives-economiques.fr/blogs/collin/2011/11/01/france-royaume-uni-comparaison-des-operations-militaires-en-lybie/>

Turquie

Bouclier antimissile: Ankara décide d'installer un radar otanien

Un radar de détection précoce de missiles sera installé en Turquie dans le cadre du bouclier antimissile déployé actuellement par les Etats-Unis et l'Otan, a annoncé vendredi aux journalistes le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Selçuk Ünal.

"Un radar de détection précoce fourni par les Etats-Unis à l'Otan sera installé dans notre pays. Le déploiement de cet élément du bouclier antimissile en Turquie permettra à notre pays d'apporter une contribution au système de défense, installé dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'Otan, tout en renforçant le potentiel défensif de l'Alliance ainsi que celui de notre système de défense", a indiqué le diplomate.

2 septembre

RIA Novosti

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19